

# L'implosion et la fin d'un parti : la Volksunie

par Pascal Delwit, Emilie Van Haute\*

*La Volksunie a vécu. Depuis novembre 2001, deux formations en sont issues : la Nieuwe Vlaams Alliantie (NVA), guidée par Geert Bourgeois et Spirit, emmené par Anne-Marie Van de Casteele. Comment cette formation, qui a incarné le nationalisme flamand démocratique pendant près de cinquante ans a-t-elle pu en arriver là ?*

*Dans un premier temps, nous présenterons les principales étapes de la Volksunie avant de présenter ses difficultés dans les années quatre-vingt et la spirale de son implosion en 2001.*

---

## 1. Aux origines de la Volksunie

Politiquement, les premières expressions politiques de certaines franges du mouvement flamand trouvent à s'exprimer après la première guerre mondiale. Le Frontpartij (littéralement, parti du front) s'établit sur la base de la défense de revendications d'essence essentiellement linguistique. En 1932, le Frontpartij subit un tassement et se transforme en une nouvelle formation : le Vlaams Nationaal Verbond (VNV), beaucoup plus marquée à droite.

Le premier objectif du parti consistait à transformer la Belgique en un État fédéral au sein duquel la Flandre pourrait bénéficier d'une large autonomie. Le VNV recueillit respectivement 7,1% et 8,3% aux élections de 1936 et 1939 — seize et dix-sept députés. Mais au-delà de l'étiquette « régionaliste », le VNV endosse aussi des revendications droitières de son temps. Lors de la campagne électorale pour les élections communales d'octobre 1938, certains de ses slogans à Anvers étaient « les Juifs dehors », « À bas les Juifs »<sup>1</sup>. Depuis sa création, le VNV déclarait combattre les « parasites fransquillons et juifs »<sup>2</sup>. L'antisémitisme était très répandu auprès de certains nationalistes flamands. Il se retrouve également dans la déclaration de principe d'un autre mouvement plus fasciste, le Verdinaso<sup>3</sup>. Lors du déclenchement de la deuxième guerre mondiale, le parti, sous la houlette de son leader Staf de Clercq, rejoint le camp de la collaboration. Plusieurs de ses responsables occupent des fonctions importantes sous l'occupation :

---

\* Université libre de Bruxelles (ULB), Centre d'étude de la vie politique.

Victor Leemans aux Affaires économiques et Gérard Romsée à l'Intérieur<sup>4</sup>.

Cette participation du VNV à la collaboration plombera pendant longtemps toute nouvelle expression politique du mouvement flamand. En 1949, la Vlaamse Concentratie, qui ambitionnait cet objectif, échoue. En 1954, s'établit la Christelijke Vlaamse Volksunie (CVV), mais reste encore largement confinée politiquement. La raison tient pour beaucoup à la polarisation sur le clivage philosophique à travers la question scolaire, ce qui favorise le Christelijke Volkspartij (CVP)<sup>5</sup>.

Dès 1954, la Christelijke Vlaamse Volksunie se mue en Volksunie, nouveau parti qui veut incarner les revendications du mouvement flamand. Au début de son existence, la Volksunie reste marquée par son ancrage chrétien. En 1958, Frans Van der Elst, président et seul parlementaire du parti, votera pour l'installation du gouvernement minoritaire social chrétien sur cette base.

La fin de la polarisation philosophique, la stigmatisation du mouvement flamand de même que le développement d'une polarisation sur la question linguistique vont, cette fois, favoriser l'essor de la Volksunie.

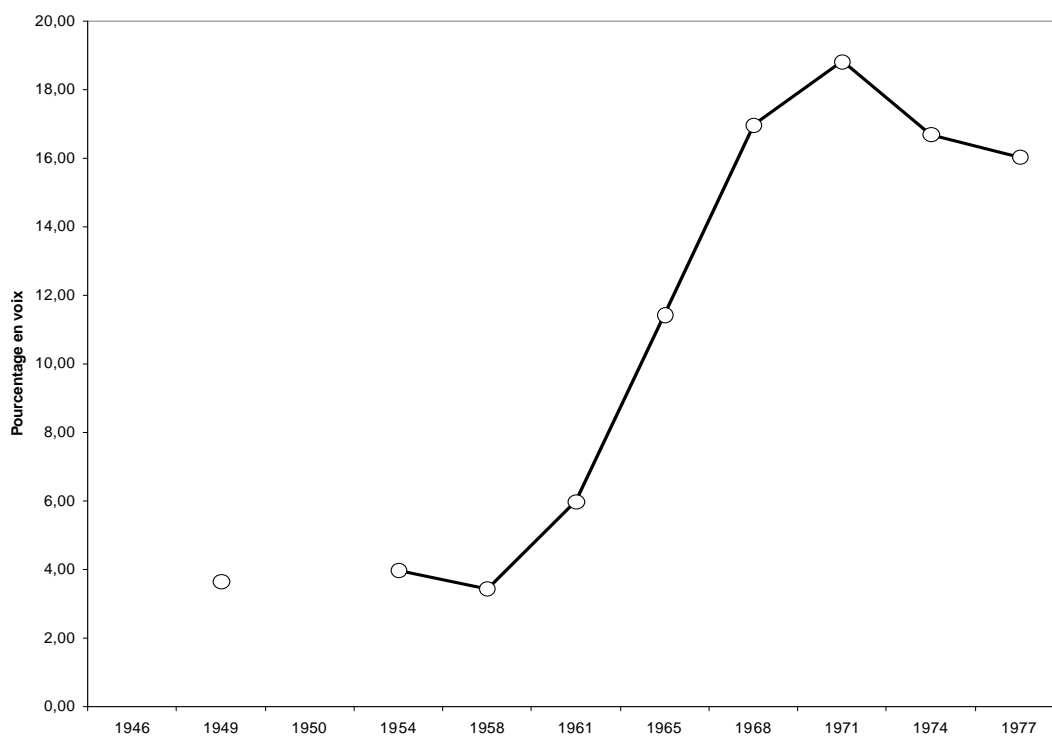
Cette progression s'observe en de nombreux termes : électoraux, organisationnels, culturels et politiques.

## 2. L'essor de la Volksunie

### 2.1. Le plan électoral

Au plan électoral, les avancées de la Volksunie sont sensibles dans les années soixante et au début des années septante. En effet, en 1954 et 1958, la Volksunie ne fait guère mieux que la Vlaams Concentratie qui s'était présentée en 1949 : aux alentours de 3,5% des voix en Flandre.

**Graphique 1** : Evolution des performances électorales de la Volksunie dans l'espace politique flamand (1949 : Vlaams Concentratie)



En revanche, dès 1961, le parti nationaliste flamand progresse en glanant 6%. Lors de l'*élection de rupture* de 1965, il passe le cap des 10% et trois ans plus tard, celui des 15%. En 1971, la Volksunie décroche son meilleur résultat : près de 19% des suffrages. Grâce à cette performance, elle souffle le titre de troisième parti flamand aux libéraux du PVV.

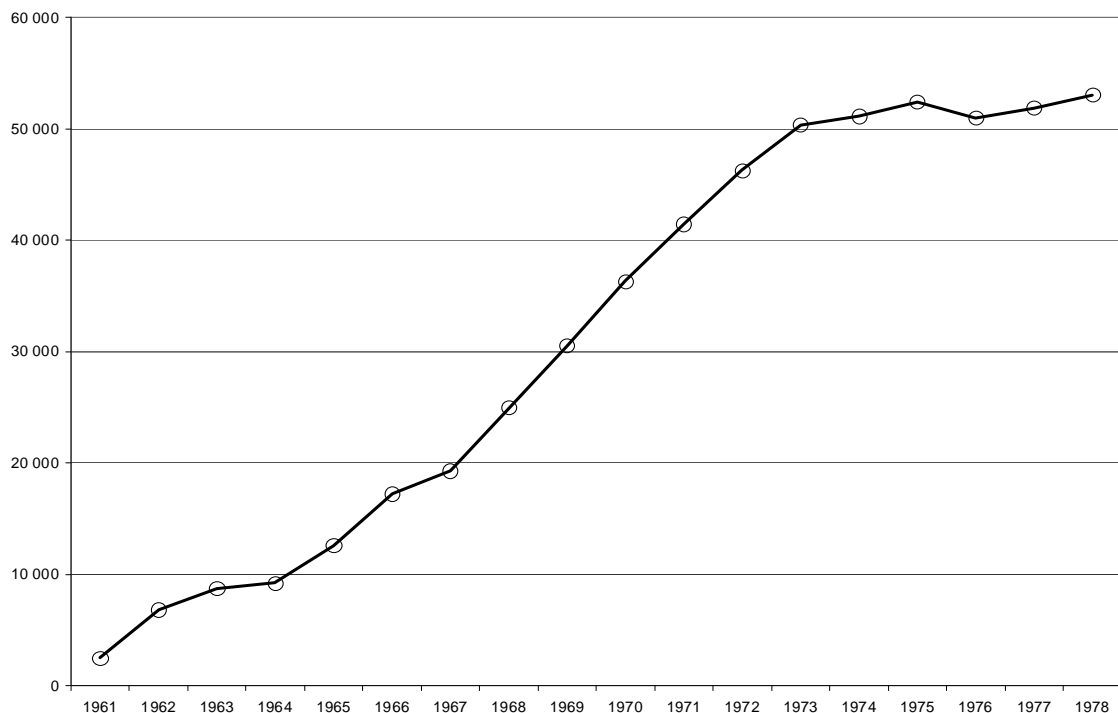
Au-delà de l'observation de cette progression électorale et de son étiquette chrétienne originale, la Volksunie se décline aussi comme l'une des premières formations politiques transversales sur le clivage philosophique en Belgique. Elle se présente d'ailleurs comme un parti qui traverse les piliers, organisations sociales qu'elle dénonce fréquemment.

Selon elle, il importe de redonner « la parole » aux citoyens en les libérant d'attaches sociales et politiques inconditionnelles. Sous cet angle, la Volksunie est un des partis qui a le plus tôt promu des éléments de démocratie dite participative : consultation populaire, référendums, etc.

## 2.2. Le plan organisationnel

Essentiellement articulée, à ses origines, autour de François Van der Elst, la Volksunie est progressivement devenue un « parti à part entière ». Sa structure a été affinée à travers la mise en place d'un *partijraad* (Conseil de parti) et d'un *partijbestuur* (Bureau de parti). De même a-t-elle pu recruter un nombre de membres appréciable pendant vingt ans, la faisant passer au rang d'une formation respectable, examinée sous cet angle : plus de 50 000 adhérents dans les années septante.

*Graphique 2 : Evolution du nombre d'adhérents de la Volksunie*



### 2.3. L'influence culturelle

L'influence culturelle de la Volksunie a été extrêmement importante pendant plus d'une vingtaine d'années.

Premièrement, il importe de constater qu'elle a largement contribué à orienter et façonner le débat politique en Flandre, tout spécialement sur les questions institutionnelles et linguistiques. Elle a notamment influencé de manière directe et indirecte plusieurs éditorialistes des principaux quotidiens d'expression néerlandaise.

Deuxièmement, elle a largement accéléré et approfondi la conversion « flamande » et « flamingante » des autres formations politiques. Le CVP, le premier, a fortement régionalisé son approche, son discours et ses pratiques. Ce n'est bien évidemment pas un hasard si les démocrates chrétiens flamands sont à l'origine de la chute du gouvernement Vanden Boeynants en 1968 sur la scission de l'Université catholique de Louvain.

La chute de l'exécutif Vanden Boeynants scelle aussi la division de fait puis de droit du PSC-CVP. Les libéraux du PVV, stigmatisés par la VU comme *de peste van Vlanderen* (peste de la Flandre) muent aussi après 1968. La posture nationaliste et belge d'Omer Vandenhauve, président du PLP-PVV, est abandonnée. Dans la décennie septante, les socialistes flamands « régionalisent » aussi leur démarche, en particulier sous l'impulsion de Karel Van Miert.

### 2.4. Le poids politique

L'impact politique de la Volksunie a été notable dans les années soixante et au début des années septante, mais il était essentiellement indirect. A la fin des années septante, la Volksunie accède, pour la première fois, au gouvernement national sous l'impulsion de son président d'alors, Hugo Schiltz. Le pas était considérable.

Pour plusieurs segments du parti et de l'électorat, la Volksunie n'était pas et ne pouvait être un parti de gouvernement. Ceux-ci se vivaient plutôt sous la forme d'un groupe de pression. En 1974, la Volksunie aurait déjà pu être partie prenante à un gouvernement associant libéraux, sociaux chrétiens, le Rassemblement wallon (RW) et le Front démocratique des francophones (FDF). Mais une partie du parti avait refusé cette perspective en réclamant auprès de leurs partenaires potentiels, mais sans aucune chance d'être suivi, l'amnistie pour les anciens collaborateurs et leurs parents.

En 1977, la participation au gouvernement national marque donc l'influence directe de la Volksunie dans le processus de la prise de décision politique. Cette *victoire* ou cette consécration révèlent dans le même temps la très grande fragilité du parti. Le gouvernement Tindemans qui est mis sur pied rassemble le parti socialiste belge (PSB-BSP), le PSC, le CVP, le FDF et la Volksunie. Il négocie les accords d'Egmont (1977) complétés par ceux de Stuyvenberg (1978), censés permettre la mise en œuvre du processus de régionalisation. Mais une partie de la Volksunie ne suit pas ses négociateurs dans la conclusion de l'accord. L'opposition interne est forte. De même, nombre d'éditorialistes de la presse écrite combattent le pacte d'Egmont ou expriment leur scepticisme à son endroit. Plus grave, une part substantielle de l'électorat refuse de suivre le choix majoritaire, surtout impulsé par Hugo Schiltz, qui est à ce moment vice-Premier ministre. Suite à la démission prématurée de Léo Tindemans et aux élections

anticipées, la Volksunie enregistre un très sévère recul.

Surtout, elle voit naître un concurrent nationaliste à sa droite : le Vlaams Blok. Le Vlaams Volkspartij (VVP) et le Vlaams Nationalepartij (VNP) sont deux formations créées par des personnalités de la Volksunie en désaccord avec le soutien apporté au pacte d'Egmont. Dès 1978, ils se présentent un cartel sous l'étiquette Vlaams Blok. Ce cartel décroche un élu, Karel Dillen à Anvers. Fin 1979, il se transforme en parti politique à part entière et va connaître à partir de la fin des années quatre-vingt une progression importante.

Si les années soixante et septante ont été une période faste, d'un point de vue électoral, il en va tout autrement dans les années quatre-vingt et nonante.

Certes, le parti nationaliste flamand récupère une partie de son électorat en 1981. Mais globalement, la décrue électorale est au rendez-vous. A la veille du scrutin de 1995, nombre d'observateurs s'interrogent même sur la pérennité de la Volksunie dans le paysage politique belge.

**Graphique 3** : Evolution des performances électorales de la Volksunie de 1977 à 1999 dans l'espace politique flamand



En revanche, et paradoxalement, sa présence dans les exécutifs est beaucoup plus importante ces deux dernières décennies. Elle a été membre du gouvernement régional flamand de 1981 à 1985, de 1988 à 1995 et est revenue aux affaires en 1999. De même, elle a été partie prenante au gouvernement national de 1988 à 1991.

Durant ces quinze dernières années, la Volksunie va être secouée par un débat récurrent : quelle est encore son utilité compte tenu de l'approfondissement du processus de régionalisation et de l'implosion de toutes les familles politiques

belges en deux partis distincts ?

En contrepoint de ce débat, se posent les questions de savoir quelle pourrait être sa « nouvelle » identité compte tenu de l'effacement relatif de son identité d'acteur de défense du nationalisme flamand ? L'émergence récurrente de ces questions affecte profondément le parti. Celui-ci subit plusieurs secousses, dont la plus importante est sans aucun doute le départ, en 1992, de son ancien président Jaak Gabriëls vers le VLD suivi par quelques personnalités de premier plan comme Hugo Coveliers, actuel chef de groupe du VLD à la Chambre ou encore de Jef Valkeniers, aujourd'hui sénateur.

La crise de ces deux dernières années s'inscrit largement dans la continuité des ces questions. Toutefois, à la différence des situations précédentes, elles ont été portées à leur paroxysme.

### 3. La spirale de l'implosion

#### 3.1. Prémisses de la crise

Le scrutin de 1999 se décline curieusement pour la Volksunie. La performance électorale, sans être exceptionnelle, est meilleure qu'en 1995 et permet de faire taire ceux qui doutaient de son avenir comme parti politique. Pourtant le choix du parti d'être partie prenante au gouvernement régional flamand aux côtés du SP, d'Agalev et du VLD tout en se rangeant dans l'opposition au niveau fédéral suscite nombre d'interrogations et d'oppositions internes. Initiée principalement par Bert Anciaux et Patrick Vankrunkelsven, cette option suscite les réserves d'un courant important du parti.

Dès l'accord sur la Saint-Eloi relatif au réajustement de la loi de financement des Communautés, les tensions croissent. Vice-président de la Conférence sur la réforme de l'Etat, le président *ad interim* du parti, Patrick Vankrunkelsven, avalise le compromis au grand dam de l'aile radicale de la Volksunie, qui présente un candidat en la personne de Geert Bourgeois à la présidence du parti, prévue en janvier 2000. A travers les deux candidats qui se disputent le maroquin, le scrutin met aux prises deux projets d'avenir de la Volksunie.

Vankrunkelsven incarne un courant dit « novateur », ouvert à d'autres thèmes que la question institutionnelle et linguistique *stricto sensu* (Pacifisme, droit de vote des étrangers, dépenalisation de la consommation de drogues douces, etc.). Il bénéficie de l'appui de Bert Anciaux, personnalité la plus populaire du parti dans l'électorat et ministre régional flamand.

Pour sa part, Geert Bourgeois<sup>6</sup> symbolise la vision nationaliste historique de la Volksunie de même qu'une approche plus conservatrice des questions de société.

Bourgeois l'emporte remporte 4682 voix (54%) pour 3997 (46%) à Vankrunkelsven<sup>7</sup>. Ce choix majoritaire des adhérents de la Volksunie tend les relations avec son partenaire d'ID21 mis sous les fonts baptismaux par Bert Anciaux avant le scrutin de 1999. Geert Bourgeois n'a, en effet, jamais caché ses positions réservées pour cette « alliance bizarre » entre la VU et ID21<sup>8</sup>.

Installé à la tête du parti, Bourgeois a vite remplacé la thématique communautaire au centre des préoccupations du parti, allant peut-être dans le sens des exigences du conseil de parti, mais négligeant par là son aile progressiste, majoritaire au bureau. Mois après mois, la fracture s'est aggravée, révélant des dissensions

au sein de l'alliance entre la VU et le mouvement ID21, mais également à l'intérieur de la VU même.

En octobre 2000, les élections communales sont décevantes pour la Volksunie, en particulier dans les grandes villes. A Anvers, qui « a vu naître » la Volksunie, le parti ne recueille qu'un élu, Hugo Schiltz. Ce dernier en tire les conséquences et tire sa révérence de la vie politique.

Cet « échec » a été imputé par certains à la ligne directrice suivie par Bourgeois, à savoir la concentration sur un thème unique : le communautaire. Mais, quelques jours plus tard, le 20 octobre, Bourgeois plaide pour sa poursuite devant le conseil du parti réuni à La Panne<sup>9</sup>, tandis que Bert Anciaux et Patrick Vankrunkelsven en appellent à un projet marqué du « libéralisme de gauche » ou du « libéralisme libertaire ». Le 16 novembre, un texte fédérateur vague est adopté par le bureau du parti sous la forme d'un compromis entre les deux tendances.

### 3.2. Les étapes du divorce

Toutefois, les divisions vont rapidement retrouver à s'exprimer. L'adoption des accords de la Saint-Polycarpe et les discussions qui les entourent<sup>10</sup> vont exacerber les dissensions internes et accélérer la désagrégation de la Volksunie. Les négociations liées à ces accords exposent au grand jour les rivalités et divergences de vues entre et au sein même de l'alliance.

Le préaccord dit de la « Saint-Polycarpe », négocié pour la VU par Vankrunkelsven et Anciaux aboutit le 23 janvier 2001. Au sein de la Volksunie, il est approuvé et voté en bureau de parti<sup>11</sup> le 24 janvier par 25 voix « pour », 7 « contre » et 5 abstentions. Cette adoption est néanmoins teintée de réserves : le bureau exige des éclaircissements sur certains points.

Un problème épineux se pose : parmi les sept refus, on relève pas moins de cinq des huit députés du parti. Or, leur vote est indispensable. A leur tête, on retrouve Geert Bourgeois lui-même<sup>12</sup>. Mis en minorité au bureau de son parti, il rend son tablier, et Alfons Borgignon est chargé d'assurer l'intérim.

Convoqué le 30 janvier 2001, le conseil de parti renverse le vote du bureau et rejette le préaccord par 69 voix « contre » et 61 voix « pour », confirmant le rapport inversé dans les deux principales instances du parti. Dès ce moment, le devenir du parti est réellement en cause. De part et d'autre, la question est posée sans ambiguïtés. Bert Anciaux s'interroge s'il « existe encore un projet commun ? Est-ce que la VU est toujours la VU ? »<sup>13</sup>. De son côté, Geert Bourgeois n'est pas en reste : « Je vois encore au maximum 10% de chances que la Volksunie reste ensemble. (...) Les divergences d'opinion sont profondes (...) Il y a eu de graves altercations qui rendent tout travail commun difficile à maintenir »<sup>14</sup>.

En réaction à la polarisation entre les tendances se dessine un *middengroep* sous l'impulsion de Johan Sauwens, Nelly Maes, Etienne Van Vaerenbergh et Willy Kuipers. Leur but est de modérer les deux parties afin de maintenir ensemble la Volksunie<sup>15</sup>.

Néanmoins, les opposants au préaccord de la Saint-Polycarpe soutenus par le conseil du parti s'estiment légitimés dans leur refus et réclament de nouvelles avancées. Deux nouvelles négociations s'engagent en parallèle : Vankrunkelsven et Anciaux reprennent leurs rôles de négociateurs à la Coree, tandis que Geert Bourgeois rencontre Karel De Gucht, émissaire du gouvernement. Ce dédoublement des négociations est une parfaite démonstration de la division réelle existant au sein du parti. Le 17 février 2001,

intervient un accord informel entre Karel De Gucht et Geert Bourgeois<sup>16</sup>. Il est approuvé par le bureau et par le conseil du parti deux jours plus tard. Pour autant, la tension ne retombe pas. En mars, le conseil de la Volksunie modifie les statuts de l'alliance VU-ID dans le but de rendre impossible de faire simultanément partie de la direction de la VU et d'ID21.

Les accords du Lombard censés permettre le vote positif des parlementaires de la Volksunie constituent la passe d'arme suivante. Le 31 mars, le bureau du parti les approuvent par dix voix, dont celle de Fons Borgignon, contre quatre<sup>17</sup>. Un mois plus tard, le 2 mai, le Conseil suit cette fois le bureau par septante-huit voix contre soixante-sept. Mais les parlementaires hostiles ne s'en laissent pas compter et refusent leur appui. Ils en font la démonstration éclatante le 6 mai en participant à une manifestation nationaliste flamande à Gand, hostile aux accords de la Saint-Polycarpe et aux accords du Lombard.

Dans le monde politique, plusieurs prennent acte qu'il ne sera pas possible de rallier l'ensemble des parlementaires au projet et qu'en l'état, il n'y a pas de majorité pour les adopter.

En marge de cette problématique éclate l'« affaire Sauwens ». Johan Sauwens, ministre du gouvernement flamand, a pris part à une réunion d'une association liée à l'extrême droite (le Sint-Martens Fonds). Pour ID21, c'en est de trop. Le 14 mai, Fons Borgignon et Sven Gatz, présidents respectifs de la Volksunie et d'ID21 mettent un terme à leur collaboration. C'est un début de schisme entre la VU et son alliée libérale de gauche<sup>18</sup>. Le même jour, le « groupe Bourgeois » annonce vouloir « quitter le parti tel qu'il est aujourd'hui » et travailler à la mise sur pied d'un « mouvement national-flamand démocratique »<sup>19</sup>. Bert Anciaux<sup>20</sup> surenchérit en menaçant aussi d'abandonner la formation nationaliste flamande si elle ne renoue pas « avec les valeurs fondatrices du parti, à savoir le nationalisme démocratique et non le flamingantisme conservateur »<sup>21</sup>.

Fons Borgignon tente toutefois de maintenir « l'outil » et de relancer une dynamique de débat et de rencontre, à travers la préparation d'un texte censé générer un nouveau consensus et une restauration de la communauté de vues. Cette note fédératrice est approuvée par 60% des membres du *partijraad* contre 37% contre et quelques abstentions<sup>22</sup>. La dislocation attendue du parti n'a donc pas (encore) lieu. Mais ce succès, pour en être vraiment un, devait nécessairement s'accompagner d'actes. Le début des votes des accords de la Saint-Polycarpe infirme cet espoir.

Le 6 juin 2001, quatre des huit parlementaires de la Volksunie votent contre le volet financier des accords. Borgignon évoque la possibilité d'introduire des procédures disciplinaires : « Je ne peux pas laisser passer cela. Sinon vous n'avez plus affaire avec un parti, mais avec de la pure anarchie. Ils auraient au moins dû s'abstenir. La politique est un travail de groupe »<sup>23</sup>.

Ces procédures ne seront jamais engagées. Ni le conseil réuni le 9 juin ni même le bureau du onze n'entreprennent la démarche. Le divorce est toutefois accepté et doit être consommé lors d'un congrès prévu pour le 15 septembre. En vérité, le *partijraad* va modifier cet agencement prévu par le bureau. Le 22 juin, 58% des membres avalisent l'observation du bureau selon laquelle « les différentes tendances existant au sein de la VU ne peuvent plus cohabiter. Il leur sera impossible de se présenter ensemble aux élections de 2003 ». Par ailleurs, une majorité décide que les membres exprimeront leur préférence par écrit et non pas le jour du congrès. A cette fin, le Conseil met sur pied une commission de douze membres<sup>24</sup>, chargée de spécifier les conditions à réunir



pour déposer un projet et de préciser les règles relatives au déroulement et aux modalités effectives du divorce.

Les décisions sont les suivantes :

- les projets doivent être remis avant le 15 juillet, signés par au moins 25 membres du conseil de parti ;
- le gagnant hérite de l'appareil du parti ;
- l'appellation « Volksunie » et son logo ne pourront être conservés que si un des groupes en concurrence obtient plus de 50% des suffrages ;
- les « perdants » auront droit à une partie des moyens du parti, à condition de réunir au minimum 20% des suffrages ;
- les moyens seront distribués proportionnellement au résultat du référendum et en fonction du nombre de parlementaires ayant souscrit au projet.

Concrètement, chaque membre aura la possibilité de voter par écrit du 1<sup>er</sup> août au 14 septembre pour un des trois projets en lice : celui du « groupe Anciaux » (*Toekomstgroep*), celui du « groupe Bourgeois » (*Vlaams-nationaal*), et celui du « groupe Sauwens » (*Niet Splitsen*).

### 3.3. Contenu des contributions

Autour de quoi se sont articulés les trois textes ?

Dans la contribution de Sauwens et consorts, l'accent est mis sur les convergences programmatiques et sur la question des inimitiés de personnes. Selon les tenants du *Middengroep*, il suffirait d'assurer le respect des décisions prises et de la démocratie interne au parti, et d'éviter l'individualisme des personnalités pour permettre au parti de survivre.

De fait, les points communs entre les trois documents sont nombreux. L'antagonisme épinglé dans la presse entre le « groupe Bourgeois », nationaliste-conservateur-réactionnaire, et le « groupe Anciaux » progressiste-moderne-modéré s'estompe à l'analyse des textes définissant l'âme des différents projets<sup>25</sup>. Plusieurs thèmes se déclinent comme des sujets de prédilection des trois groupes :

- la notion de citoyen libre et responsable ;
- le fait d'être un parti sans lien avec le système de piliers à la belge ;
- l'insistance sur la nécessité de renforcer la démocratie ;
- l'ouverture ;
- le fait de prôner un monde plus humain et plus égalitaire ;
- être flamand sans complexes ;

Le document rédigé par Bourgeois et ses partisans est le plus « indépendantiste » : la Flandre doit être indépendante, intégrée dans une Europe démocratique. Pour leur part, les tenants de *Niet Splitsen* défendent un « fédéralisme intégral » devant aboutir, au final, à une Flandre indépendante dans une Europe fédérale. Les promoteurs du *Toekomstgroep* prônent également l'indépendance de la Flandre, le nationalisme flamand démocratique, une Europe fédérale, un fédéralisme intégral, un régionalisme européen et une solidarité entre régions.

Ajoutons aussi les nombreux points communs asymétriques : *Niet Splitsen* et le *Toekomstgroep* se présentent tous deux comme progressistes et pluralistes ; *Vlaams-nationaal* et le *Toekomstgroep* déclarent vouloir faire de la politique sur du contenu et non pas sur des personnes (!). Enfin, *Vlaams-nationaal* et le *Middengroep* insistent beaucoup sur les dimensions sécuritaires de la société.

Mais à côté de ces recoupements, plusieurs divergences peuvent être relevées. D'abord, dans la façon dont les groupes conçoivent le parti lui-même, sa structure et son organisation. Pour les partisans de Geert Bourgeois et pour le *Middengroep*, il s'agit de promouvoir une Volksunie indépendante de toute alliance. Sous cet angle, ils rejettent la collaboration avec des mouvements tels ID21. A l'inverse, le « groupe Anciaux » souhaite approfondir ce type de rapports.

Par ailleurs, au-delà de l'insistance sur la défense du « nationalisme flamand démocratique », des différences existent quant au caractère exclusif ou non de cette dimension programmatique et doctrinale. En effet, aux yeux d'un certain nombre de cadres, la Volksunie aurait réalisé 95% de son programme initial. Elle n'aurait plus de raison d'être comme parti centré sur le clivage communautaire. Il s'agit là de la deuxième opposition fondamentale entre le « groupe Bourgeois » et le « groupe Anciaux ». Pour le premier, la thématique du nationalisme flamand doit être le cœur de l'activité et du positionnement du parti. Il s'agit d'un credo plus que jamais porteur. Pour les sympathisants de Bert Anciaux, il est tout aussi important de prendre position sur d'autres sujets de société et, selon leur perspective, dans une optique progressiste : droit de vote des immigrés, abolition de la monarchie, taxe Tobin, libéralisme de gauche, écologie, nouvelle éthique, renouveau politique, esprit tourné vers l'avenir, rebelle, émotif, jeune et compréhensif. Pour sa part, le *Middengroep* évoque des questions de société dans le cadre d'un nationalisme flamand : division de la sécurité sociale, fiscalité, système soins de santé, gestion de l'environnement, sécurité routière, économie durable, ... propres. Les deux piliers du projet sont la réforme de l'Etat et le renouveau social, rassemblant en cela les positions des deux groupes précédemment cités.

Si l'on observe les convergences et les divergences entre les trois projets, il est important d'établir le constat suivant : les luttes et mésententes personnelles entre les élites du parti ont largement participé à son naufrage. Il y a une quadruple cause à la rupture :

- les incompatibilités entre personnes,
- les divergences de vues quant à la structure idéale du parti (alliance ou non avec des mouvements externes au parti),
- les oppositions sur l'unicité ou la multiplicité des thèmes à traiter,
- les divergences sur la vision de la société.

Au final le document *Vlaams Nationaal* recueille 47,18% des suffrages exprimés, la contribution *Niet Splitsen* 30,18% et celle *Toekomstgroep* 22,63%. Aucune des trois tendances n'a obtenu suffisamment de suffrages pour conserver la dénomination « Volksunie »<sup>26</sup>. La Volksunie a donc cessé de vivre.

Les proches de Bourgeois ont tenu conseil du parti le 13 octobre. Approuvant un nouveau manifeste, ils se sont aussi labellisés : Nieuwe Vlaams Alliantie (NVA). Pour leur part, les tenants du groupe *Niet Splitsen* ont décidé le 8 octobre de laisser à chacun de leurs partisans la liberté de choix entre les deux formations concurrentes voire faire autre chose. Johan Sauwens a ainsi pris la décision de rejoindre le CD&V. Pour sa part, ID21 a dès le 27 septembre pris le parti de fusionner avec le groupement réuni autour de Bert Anciaux. Réuni en congrès le 10 novembre, les proches de Anciaux et Vankrunkelsven ont refusé l'entrée dans le VLD ou le SP.A et se sont transformés en parti dénommé Spirit<sup>27</sup>.

Il est trop tôt pour déterminer si l'une ou/ et l'autre des formations a un avenir possible dans un paysage politique flamand en pleine mutation, même si l'on voit mal où l'un et l'autre pourraient trouver un espace conséquent qui s'était progressivement fermé à la Volksunie.

- 
- <sup>1</sup> Els Witte et Jan Craeybeckx, *La Belgique politique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Labor, 1987, p. 228
- <sup>2</sup> Bruno De Wever, *Vlag, groet en Lieder. Geschiedenis van het Vlaams Nationalistisch Verbond 1933-1975*, Thèse de doctorat, Gand, RUG, 1992.
- <sup>3</sup> Lieven Saerens, « De houding van het Vlaams-nationalisme tegenover de joden tijdens de jaren dertig », in Hugo De Schampheleire, Yannis Thanassekos (Ed.), *L'extrême droite en Europe de l'Ouest*, Bruxelles, VUB Press, 1991, pp. 255-280.
- <sup>4</sup> Hervé Hasquin (Dir.), *Dictionnaire d'histoire de Belgique*, Bruxelles, Didier Hatier, 1988, p. 498.
- <sup>5</sup> Voir Pascal Delwit (ed.), *Le parti social chrétien*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2002.
- <sup>6</sup> Geert Bourgeois était chef de groupe VU à la Chambre.
- <sup>7</sup> Au total, 9.150 membres de la VU ont émis un vote, dont 8.679 étaient valables.
- <sup>8</sup> *De Standaard*, 27 janvier 2001.
- <sup>9</sup> Le conseil de la Volksunie, composé de 150 membres, constitue en quelque sorte son « parlement ».
- <sup>10</sup> Plus connus en Flandre sous l'appellation « Lambermont-bis akkoord ».
- <sup>11</sup> Le bureau de parti correspond à l'« exécutif » de la VU.
- <sup>12</sup> Il s'agit de Geert Bourgeois, Frieda Brepols, Karel Vanhorebeke, Danny Pieters et Alfons Borgignon.
- <sup>13</sup> Voir l'interview de Bert Anciaux dans *De Standaard*, 1<sup>er</sup> février 2001.
- <sup>14</sup> Voir l'interview de Geert Bourgeois dans *De Standaard*, 3 février 2001.
- <sup>15</sup> *De Standaard*, 10 février 2001.
- <sup>16</sup> Notamment sur le fait qu'un accord devrait être conclu concernant Bruxelles pour que la Volksunie vote les accords de la Saint-Polycarpe.
- <sup>17</sup> Les quatre réfractaires sont les mêmes que ceux cités précédemment (voir note 3), Fons Borgignon excepté.

- 
- <sup>18</sup> ID21 compte se profiler sur 5 thèmes principaux : la société de connaissance, la mobilité, la mondialisation, le renouveau politique et le rôle nouveau des groupes de pression. (*Le Soir*, 15 mai 2001).
- <sup>19</sup> *De Standaard*, 14 mai 2001.
- <sup>20</sup> Soutenu dans sa démarche par Paul Van Grembergen, Patrik Vankrunkelsven, Annemie Van de Casteele, Els Van Weert et Fredy Willems.
- <sup>21</sup> *Le Soir*, 16 mai 2001.
- <sup>22</sup> Cette note comprenait six points : l'organisation d'un congrès de membres ; la fin de l'alliance entre VU et ID21 ; l'interdiction de toute tentative de formation de groupes de discussion parallèles au parti : le renouveau doit venir de l'intérieur ; le renouveau en lui-même ; la participation au gouvernement flamand ; le respect de la décision prise au conseil de parti du 2 mai 2001.
- <sup>23</sup> Voir l'interview de Fons Borgignon dans *De Standaard*, 7 juin 2001.
- <sup>24</sup> Cette commission sera composée de trois membres de chaque faction, ainsi que du secrétaire, du président du conseil et du président de parti.
- <sup>25</sup> Voir <http://www.volksunie.be>; <http://www.volksunie.com>; <http://www.meerspirit.be>
- <sup>26</sup> 9.801 membres sur 15.297 se sont exprimé (ce qui représente un taux de participation de 64%) ; 9.393 d'entre elles étaient valables (= 95,84%).
- <sup>27</sup> Spirit signifie Sociaal, Progressief, Internationaal, Regionalistisch, Integraal-democratisch, Toekomstig.